

PAS CAP D'EXPLIQUER LA PAC ?

une initiative



LA PAC ?

avec Georges le Mouton



Lalut !

2013 est l'année de la réforme de la PAC en Europe, 2014 celle de la validation des choix nationaux tandis que 2015 sera celle de la mise en œuvre de la réforme.

S'il y a un moment pour parler de la PAC, c'est donc bien maintenant !

Mais au fait Georges, la PAC, c'est quoi ?

LA PAC : KEZACO ?

1957

L'EUROPE A FAIM

Au sortir de la guerre, il est encore difficile pour les européens de trouver de tout en quantités suffisantes. À la naissance de l'Union européenne, les objectifs sont clairs :

- Niveau de vie équitable aux paysans
- Produire plus et plus efficacement
- Nourrir l'Europe et assurer des prix raisonnables
- Stabiliser les marchés

1992

L'AGRO-INDUSTRIE ET LE MARCHÉ S'INVITENT...

La PAC assure bientôt à l'industrie agro-alimentaire des « matières premières agricoles » à bas prix pour qu'elle puisse les transformer en plats préparés et en lasagnes sous vide. Comment ? Les prix garantis sont remplacés par des aides versées directement aux paysans pour qu'ils baissent leurs prix et soient compétitifs sur le marché mondial.

2013

ET CELA CONTINUE !



1962

LANCLEMENT DE LA PAC

Dès lors, les marchés sont protégés et un prix d'achat est garanti aux producteurs. Rapidement, la PAC permet d'assurer une alimentation aux européens.



1970-1980

TROP, C'EST TROP !

Les prix garantis conduisent peu à peu à la surproduction. L'Europe stocke, exporte et brade ses excédents alimentaires. Mais à quel prix ? La fin des années 70, il aurait été nécessaire de repenser la PAC en profondeur mais seul le secteur laitier sera régulé avec les quotas, en 1984.

Depuis, la PAC continue de donner la préférence au marché et à l'industrie agro-alimentaire...

UNE POLITIQUE EUROPÉENNE

ère politique européenne en termes de budget. La PAC concerne les 500 millions d'habitants des 28 pays membres de l'Union. Comment se décide et se finance une politique si importante ?



La PAC représente :

100 € par citoyen / an
40% du budget de l'Europe
363 MILLIARDS deuros pour la période 2014-2020

Les lobbies s'invitent aussi aux négociations, notamment via des rendez-vous privés avec le Président de la République quelques jours avant la fin des discussions !

Chaque pays réfléchit ensuite à l'application de la PAC en fonction des réalités locales et des options proposées par l'Europe. En France, les négociations entre syndicats et ministère de l'Agriculture sont rudes car les choix à faire traduisent des visions divergentes de l'agriculture.

LA PAC EN FRANCE, CONCRÈTEMENT...

64 milliards deuros pour la période 2014-2020. Soit 9.1 milliards par an.

7.7 milliards deuros par an

AIDES DU PREMIER PILIER

Ce sont des aides directement versées aux paysans en fonction du nombre d'animaux ou d'hectares sur lesquels ils travaillent.

- 85% de ces aides sont versées à l'hectare et sans rapport avec ce qui est produit : plus un paysan a de surface, plus il reçoit d'aides.
- 15% de ces aides sont liées au type de productions cultivées (blé dur, par exemple) ou d'animaux élevés (vaches à viande).

Le problème avec ces aides à l'hectare, c'est que ce sont les plus gros qui en profitent. Beaucoup s'agrandissent pour toucher plus, au détriment des jeunes et des nouveaux paysans qui veulent s'installer.

Grâce aux aides financières, la PAC soutient les paysans et paysannes et oriente les pratiques agricoles.

1.4 milliards deuros par an

AIDES DU SECOND PILIER

Elles sont consacrées au développement rural. Elles appuient l'activité agricole mais aussi l'aménagement et la vie des territoires ruraux. Elles bénéficient aux paysans, aux communes, aux associations et permettent :

- d'encourager la présence de paysans en zones difficiles (montagne, terrains peu fertiles...)
- d'inciter les paysans à adopter un mode de production plus respectueux
- de relocaliser l'agriculture en développant les circuits courts et magasins de producteurs
- de maintenir la vie dans les campagnes via des espaces multi-services (point poste / épicerie / dépôt de pain)

Ok, je comprends mieux. Mais en quoi la PAC concerne-t-elle les consommateurs ?

LA PAC, C'EST CE QUE JE MANGE !

Neoublions pas, la PAC est financée par nos impôts. Les aides soutiennent les paysans qui produisent des aliments qui se retrouvent ensuite dans nos assiettes. Ce que nous mangeons chaque jour est donc directement lié à la PAC !

Si la PAC a effectivement permis aux européens d'avoir accès à de la nourriture à des prix raisonnables, ne perdons pas de vue que nous ne payons pas le vrai prix de ce que nous mangeons puisque c'est la subvention de départ (financée par l'argent des citoyens) qui fait baisser les prix.

En parlant de prix, la nourriture peu chère peut avoir des coûts cachés élevés. La PAC appuie aujourd'hui des agricultures gourmandes en engrais et en pesticides. Le coût du traitement des eaux polluées étant à la charge des contribuables, cela augmente la facture de ce que nous mangeons.

En soutenant l'agro-industrie, la PAC encourage, par ailleurs, la standardisation de l'alimentation : même forme, même taille et même goût fade pour tout le monde !

Du point de vue de la qualité de ce que nous mangeons, nous constatons enfin que les valeurs nutritives ne se valent pas. Par exemple, le lait d'une vache nourrie au soja est bien plus pauvre en oméga 3 que celui d'une vache qui pâture. Sans parler des scandales alimentaires dus à l'élevage industriel.

LA PAC, C'EST NOTRE ENVIRONNEMENT...

De par leur travail, les paysans jouent un rôle direct sur l'environnement et nos paysages. La PAC est donc censée les encourager à aller vers des pratiques respectueuses et durables.

Depuis 50 ans, on constate cependant que la PAC et les systèmes d'aides ont encouragé une agriculture spécialisée et de grande taille.

Épuisement des sols et pollution à la clé !

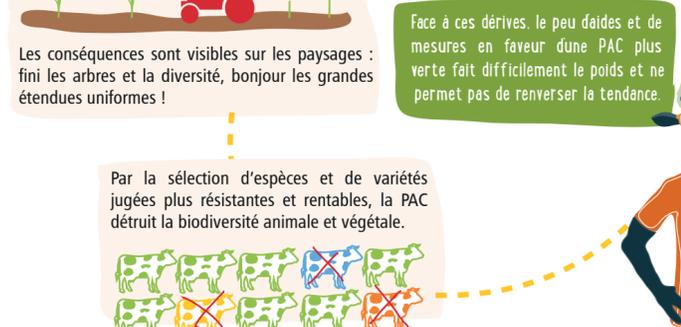
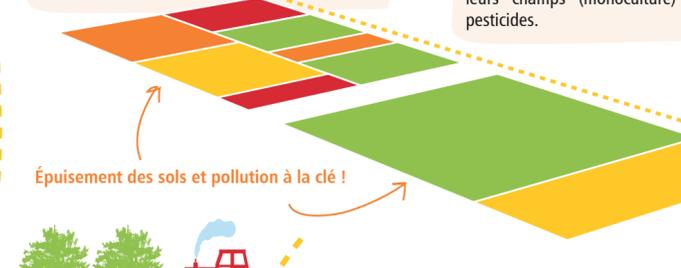
Les conséquences sont visibles sur les paysages : fini les arbres et la diversité, bonjour les grandes étendues uniformes !

Face à ces dérives, le peu d'aides et de mesures en faveur d'une PAC plus verte fait difficilement le poids et ne permet pas de renverser la tendance.

Par la sélection d'espèces et de variétés jugées plus résistantes et rentables, la PAC détruit la biodiversité animale et végétale.

BIODIVERSITÉ
PAYSAGES
PROTECTION DES RESSOURCES

Pour produire plus, plus vite et percevoir plus d'aides, les paysans sont incités à se spécialiser, s'agrandir, implanter une seule espèce dans leurs champs (monoculture) et utiliser des pesticides.



... ET LA VIE DE NOS TERRITOIRES !

Parce que son rôle est d'appuyer la présence de paysans sur l'ensemble du territoire, la PAC a un impact direct sur la vie dans les campagnes et le développement des territoires ruraux.

Être paysan, c'est
« Vivre au pays et faire vivre le pays. »

Des emplois

Autour des besoins des paysans s'organise une foule de professions liées : mécaniciens, vétérinaires, artisans, bouchers, boulangers.

De l'activité économique

Comme tout le monde, les paysans participent à la vie des commerces (pain, tabac...). Ils sont aussi impliqués dans l'activité touristique des campagnes (gîtes).

Des paysans nombreux dans des campagnes vivantes, c'est :

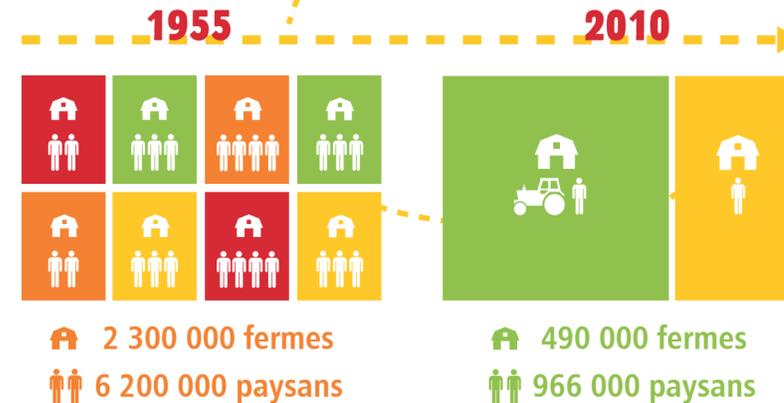
Des services publics

Les paysans et paysannes ont besoin d'une poste et d'une école pour leurs enfants. Sans paysans, pas de vie dans les campagnes et pas de service public !

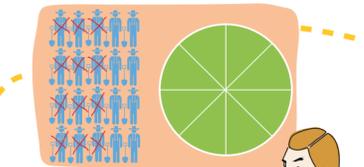
Du lien social

Les marchés, magasins de producteurs, AMAP, et fermes pédagogiques permettent de créer du lien et de l'échange sur les territoires.

Pourtant, de nombreux paysans français, comme les maraîchers, ne touchent pas ou peu d'aides et l'importance des petites fermes dans les campagnes n'est pas assez reconnue. Au final, la PAC décime l'emploi paysan et les campagnes se désertifient. Les chiffres parlent d'eux-mêmes !



UNE PAC POUR LES PAYSANS ?



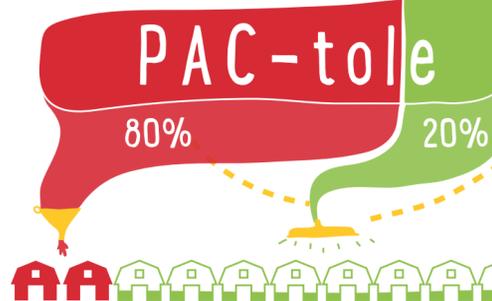
Alors qu'elle est censée accompagner la présence de paysans sur le territoire et créer de l'emploi, la PAC participe activement à l'élimination des paysans.

Pour garantir un revenu plus important aux paysans et répartir le gâteau entre tous, la PAC a, dès les années 60, fait diminuer le nombre de paysans, notamment via des primes à la cessation d'activité.

Pousser à produire plus avec moins de paysans et plus de machines, telle est donc la logique de la PAC. Même si cela suppose des paysans endettés et des fermes suréquipées, trop chères et intransmissibles aux jeunes...

Les aides à l'hectare sont, par ailleurs, injustes puisqu'elles instaurent des différences énormes entre paysans en permettant aux plus gros de toucher plus. Les céréalières, qui ont des surfaces plus grandes, se retrouvent ainsi nettement avantagés par rapport aux éleveurs.

Au niveau européen, 20% des exploitations captent 80% des subventions.



Sans parler de ceux qui bénéficient de la PAC sans être paysan : la Reine d'Angleterre, Dassault...

UNE PAC POUR LES CITOYENS ?

Ce n'est pas la PAC qui va nous aider à manger « 5 fruits et légumes par jour ». En effet, elle ne soutient pas (ou si peu) la production de fruits et légumes, sauf quand ceux-ci sont jugés intéressants pour l'agro-industrie...

Salade ? Non ! Pomme ? Non ! Tomate ? Ok pour des conserves. Tu commences demain !



La PAC ne soutient donc pas le maraîcher de nos AMAP qui produit de belles tomates l'été. Par contre, elle subventionne la production de tomates industrielles peu chères destinées à être transformées en purée pour des pizzas surgelées. Ou en ketchup.

Au final, les grands vainqueurs de la PAC sont le marché et l'industrie agro-alimentaire, au détriment des consommateurs et de leur santé.

A table ! Au menu, pizza surgelée avec :
Du concentré de tomate subventionné par la PAC.

De la « viande » bas de gamme.

En guise de fromage, des sous produits laitiers issus d'usines soutenues par la PAC.

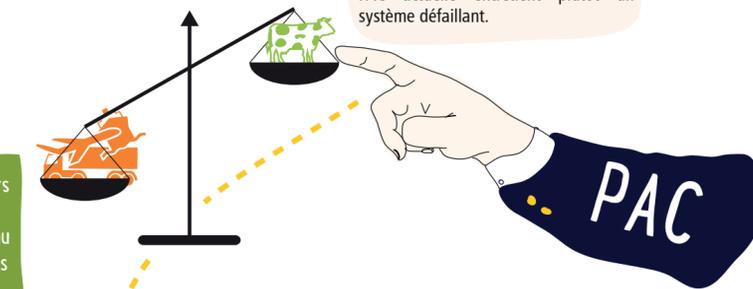
Près de 50% de pâte élaborée avec des céréales subventionnées par la PAC.

Et pour assaisonner le tout, des agents de texture, de goût et des conservateurs ! Bon appétit !

UNE BÉQUILLE POUR UN SYSTÈME DÉFAILLANT

L'Europe nourrit le monde ? Que dire alors des importations massives de soja pour nourrir les animaux de nos grosses fermes européennes ? Que dire également des aides PAC qui permettent de fournir des denrées à bas prix, d'être « compétitif » sur le marché mondial et d'exporter vers d'autres pays du globe en empêchant le développement d'une agriculture locale ?

Au lieu d'encourager une relocalisation de l'agriculture et des circuits courts, la PAC actuelle entretient plutôt un système défaillant.



Elle n'a pas été capable de se réformer pour faire face aux défis d'aujourd'hui : changement climatique, préoccupations environnementales, désertification des campagnes, chômage...

Pour couronner le tout, les aides PAC françaises sont attribuées en fonction du montant des primes d'il y a 10 ans, sans tenir compte du prix actuel des denrées ni de ce qui est produit sur les terres.



Un paysan qui cultive du blé reçoit 320 euros d'aides par hectare. Si décide de changer et délever des chèvres, il continuera à toucher 320 euros alors que son voisin éleveur ne touche que 80 euros par hectare.

CHANGEONS DE CAP POUR LA PAC !

Le cadre fourni par l'Europe pour la PAC de 2015-2020 était porteur de espoir et permettait d'initier des changements importants. La France n'a pas été capable d'exploiter pleinement les possibilités offertes et a opté pour une réforme de la PAC à minima et peu ambitieuse. Même si il y a de quoi être déçu et en colère, pas de place pour la fatalité ! Une autre PAC est possible !



La PAC de demain doit créer de l'emploi et maintenir des paysans nombreux. Elle doit soutenir une agriculture respectueuse de l'environnement dans des territoires vivants et basée sur la proximité entre producteurs et consommateurs. La PAC doit enfin s'accompagner d'une régulation des marchés pour ne pas mettre les paysans du monde en concurrence.

En deux mots, la nouvelle PAC doit encourager une démarche d'avenir : l'agriculture paysanne, et garantir un principe fondamental pour tous : la souveraineté alimentaire.

Pour un système actuel moins injuste, nous exigeons de :

Soutenir d'avantage les premiers hectares et encourager le développement de fermes à taille humaine (paiement redistributif).

Stopper les aides à partir d'un certain seuil (plafonnement) pour arrêter de soutenir ceux qui n'en ont plus besoin.

Donner le même montant d'aides à chaque hectare de terre agricole (convergence).

Pour faire changer de cap à la PAC, nous proposons de :

Mettre le travail au cœur du système et passer des aides à l'hectare aux aides à l'actif.

En ne poussant plus à l'agrandissement, les petites fermes, créatrices d'emploi, pourront alors se multiplier.

À VOUS DE JOUER !

Pour mettre en place une autre PAC, paysans et citoyens doivent agir ensemble !

Consommez différemment !

Achetez directement sur les fermes, c'est mieux !

Les marchés paysans, les magasins de producteurs, les AMAP, les commandes groupées sont aussi de bonnes manières de consommer des produits issus de l'agriculture paysanne.

Passez en cuisine ! C'est moins cher et vous savez ce que vous mangez.

Réveillez vos élus !

À tous les échelons, les élus jouent un rôle majeur dans la prise de compte de l'agriculture sur les territoires.

Les députés européens que vous élirez cette année travailleront sur la prochaine PAC. **Sensibilisez-les !**

Les maires sont des acteurs centraux pour la relocalisation de l'agriculture et de l'alimentation. **Rencontrez-les !**

De nombreuses mesures de la PAC sont appliquées au niveau régional. Vos conseillers régionaux sont donc des acteurs clés. **Exprimez-vous !**

Mettez-vous en action et faites entendre votre voix en rejoignant la campagne **Envie de paysans !** la campagne de la Confédération paysanne qui fait bouger les politiques agricoles.

Une seule adresse :

WWW.ENVIEDEPAYSANS.FR

Initiative co-financée par l'Union européenne

Le contenu de ce document est de la seule responsabilité de la Confédération paysanne et la Commission européenne n'est nullement responsable de l'usage qui en sera fait.

f / enviedepaysans @enviedepaysans